

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.254/4
DU 11 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, le 2 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé de trente jours ^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « [portant le] statut administratif et pécuniaire du personnel contractuel de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale », a donné l'avis suivant :

^(*) par lettre de la Ministre du 24 mai 2012.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La demande d'avis ne contient aucun document de nature à établir que les formalités mentionnées au préambule, c'est-à-dire l'avis de l'Inspecteur des Finances, l'accord du Ministre du Budget et la concertation syndicale, ont été correctement accomplies. Il appartient à l'auteur du projet de s'en assurer.
2. En ce qui concerne l'accord du Ministre de la Fonction publique, il est renvoyé à l'observation ci-dessous sur le ministre proposant.
3. L'article 16 du projet permet aux agents de bénéficier d'un congé pour interruption de carrière accordé en vertu de la loi de redressement du 22 janvier 1985 selon le régime fixé par l'arrêté royal du 7 mai 1999 'relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations'.

Selon l'article 3 de cet arrêté royal,

« Chaque acte juridique émanant d'une autorité publique non fédérale qui a pour but de rendre applicable(s) les dispositions du présent arrêté à son personnel, ne produit ses effets que lorsqu'il a obtenu l'accord préalable du Conseil des Ministres fédéral ».

L'auteur du projet veillera à obtenir cet accord préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La version du texte en projet soumise à la section de législation est manifestement inaboutie. Elle fait référence, aux articles 19 et 22, à l'arrêté en projet en le datant du 26 septembre 2002.

2. L'engagement contractuel d'un travailleur est régi par la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail', dont l'article 1^{er}, alinéa 2, dispose qu'

« Elle s'applique aussi aux travailleurs [...] occupés par l'État ¹ [...], les établissements publics qui en dépendent, les organismes d'intérêt public [...], qui ne sont pas régis par un statut ».

Dès lors que le projet d'arrêté contient un ensemble de règles générales communes à des membres du personnel contractuel, l'on se trouve en présence de travailleurs qui sont régis à la fois par la loi du 3 juillet 1978 et par ces règles générales communes.

Une telle situation ne suscite pas en soi d'objection à condition que le projet ne déroge pas aux règles impératives fixées par la loi du 3 juillet 1978.

Dans un certain nombre de cas, le projet devra être lu en combinaison avec cette loi du 3 juillet 1978. L'attention de l'auteur du projet est attirée particulièrement sur les modalités de licenciement qui ne paraissent pas compatibles notamment en ce qui concerne le bref délai dans lequel doit intervenir un licenciement pour motif grave. Il est renvoyé pour le surplus *mutatis mutandis* à l'avis 40.256/4 donné le 8 mai 2006 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2006 'portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' dont l'auteur du projet s'est visiblement inspiré.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Ministre proposant

Il convient que les arrêtés de Gouvernement soient proposés par tous les ministres qui sont compétents dans les matières faisant l'objet de l'arrêté.

Le projet déterminant de nouvelles règles en matière de fonction publique, l'arrêté en projet doit également être proposé par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

¹ Ce qui doit être compris comme visant également les Communautés et les Régions.

PRÉAMBULE

1. Il n'y a lieu de mentionner dans le préambule d'un arrêté que, d'une part, les textes qui lui servent de fondement juridique et, d'autre part, les textes que l'arrêté modifie ou abroge, outre les formalités préalables ².

1.1. Selon son préambule, le projet trouve son fondement juridique dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public'.

L'Agence du stationnement n'est pas mentionnée à l'article 1^{er} de cette loi qui énumère les organisations auxquelles elle s'applique. Une disposition de cette loi ne peut donc pas procurer un fondement juridique au projet.

Son fondement juridique est l'article 28 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' qui habilite le Gouvernement à arrêter le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence du stationnement.

1.2. Il n'y a pas lieu de citer l'arrêté en projet qui portera le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement puisque ce texte de même rang dans la hiérarchie des normes ne peut pas procurer un fondement juridique au projet et qu'il n'est ni modifié ou abrogé par le projet.

2. Le préambule sera complété par des visas mentionnant l'accomplissement des formalités préalables encore à accomplir ³.

3. L'avis du Conseil d'État sera mentionné comme suit :

« Vu l'avis 51.254/4 du Conseil d'État, donné le 11 juin 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 17, 19, 22 à 30.

³ *Ibid.*, recommandations n^{os} 31 à 35.

DISPOSITIF

Article 2

L'auteur du projet reste en défaut de dresser, comme le requiert l'article 2, § 1^{er}, 3°, de l'A.R.P.G., la « liste » des tâches auxiliaires ou spécifiques. Le projet sera complété par une telle liste.

Article 6

Au 2°, il y a lieu d'identifier correctement avec son intitulé et sa date, l'arrêté auquel il est renvoyé.

En conséquence, les mots « du statut » doivent être remplacés par les mots « de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [...] portant le statut ».

Dans la version néerlandaise du 2°, *in fine*, il y a lieu d'écrire « hierna statuut genoemd » au lieu de « hierna afgekort tot statuut ».

Par ailleurs, dans la suite du projet, il n'y a plus lieu de mentionner l'arrêté avec son intitulé complet mais de se référer simplement au « statut ».

Article 12

En vue de garantir l'égal accès aux emplois publics, il y a lieu de prévoir les règles de publicité qui seront mises en œuvre pour faire appel aux candidatures dans le cadre d'un recrutement contractuel ainsi que les critères qui seront pris en considération pour opérer les présélections et sélections des candidats. Le projet doit être complété sur ces points afin notamment d'accroître l'objectivité de la procédure de recrutement.

Article 22

Le dernier alinéa de l'article 22 est rédigé comme suit :

« En outre, le personnel contractuel perçoit la rémunération normale correspondant au jour de carence, visée, selon le cas, à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 2 ou à l'article 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ».

Cet alinéa relève du droit du travail ; or, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', cette matière ressortit à la seule compétence du législateur fédéral.

Cet alinéa doit donc être omis.

Articles 28 et 31

Au sujet de la recommandation postale, il est renvoyé à l'observation générale 4 dans l'avis 51.255/4 donné ce jour sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Article 33

En prévoyant qu'en cas de restructuration des services pouvant entraîner le licenciement de membres du personnel contractuel, une concertation préalable doit avoir lieu avec les organisations syndicales représentatives, le projet s'immisce dans le régime syndical, matière qui est réservée à l'autorité fédérale en vertu de l'article 87, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Cette disposition doit donc être omise.

Article 36

Dans la version française, il convient de viser l'article 21 comme dans la version néerlandaise.

Article 37

L'article 37 du projet prévoit que l'arrêté entrera en vigueur à une date qui n'est pas encore précisée.

Si l'auteur du projet estime devoir déroger aux délais usuels d'entrée en vigueur des arrêtés, ces délais étant destinés à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles, il doit être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une telle dérogation s'il diminue ce délai.

Si l'intention consiste à conférer un effet rétroactif au texte en projet, auquel cas, les mots « entre en vigueur » devraient être remplacés par « produit ses effets », il est rappelé que pareil effet n'est admissible, pour un arrêté, que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des

avantages ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises. Cela ne paraît pas compatible avec la portée du projet qui s'inscrit dans la détermination premier statut administratif et pécuniaire de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article à insérer

L'article d'exécution fait défaut ⁴.

OBSERVATION FINALE

À défaut de titre premier, l'intitulé du titre II sera omis. En outre, la brièveté du projet ne justifie pas ce niveau de groupement d'articles ⁵; des chapitres et des sections suffisent donc.

Les chapitres seront numérotés en chiffre arabe ⁶.

⁴ *Ibid.*, recommandations n^{os} 162 à 168.

⁵ *Ibid.*, recommandations n^{os} 3.1, d) et 61 à 65.

⁶ *Ibid.*, recommandation n^o 64.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.254/4
VAN 11 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 2 mei 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot dertig dagen^(*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “[houdende het] administratief en geldelijk statuut van de contractuele personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap”, heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Bij brief van de Minister van 24 mei 2012.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het dossier met de adviesaanvraag bevat geen enkel document waaruit kan worden opgemaakt dat de vormvereisten vermeld in de aanhef, te weten het advies van de Inspecteur van Financiën, de akkoordbevinding van de minister van Begroting en het overleg met de vakbonden, naar behoren vervuld zijn. De steller van het ontwerp dient zich daarvan te vergewissen.
2. Wat de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken betreft, wordt verwezen naar de opmerking *infra* omtrent de voordragende minister.
3. Overeenkomstig artikel 16 van het ontwerp hebben de personeelsleden recht op verlof voor loopbaanonderbreking verleend krachtens de herstellwet van 22 januari 1985, volgens de regeling vastgesteld bij het koninklijk besluit van 7 mei 1999 'betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen'.

Artikel 3 van dit koninklijk besluit luidt als volgt:

“Iedere rechtshandeling uitgaande van een niet-federale overheid die tot doel heeft bepalingen van dit besluit van toepassing te maken op zijn personeel, kan slechts uitwerking hebben wanneer zij het voorafgaandelijk akkoord verkregen heeft van de federale Ministerraad.”

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat deze voorafgaande akkoordbevinding wordt verkregen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De versie van de aan de afdeling Wetgeving voorgelegde ontwerptekst is kennelijk onafgewerkt. In de artikelen 19 en 22 ervan wordt verwezen naar het ontwerpbesluit, dat in de Franse lezing van deze artikelen 26 september 2002 gedateerd wordt.

2. De indienstneming van een werknemer bij een arbeidsovereenkomst wordt geregeld bij de wet van 3 juli 1978 ‘betreffende de arbeidsovereenkomsten’, waarvan artikel 1, tweede lid, als volgt luidt:

“ Zij is ook van toepassing op de [...] werknemers, tewerkgesteld door het Rijk¹ [...], de openbare instellingen welke eronder ressorteren, de instellingen van openbaar nut [...], wier toestand niet statutair geregeld is.”

Het ontwerpbesluit bevat een geheel van algemene regels die gemeenschappelijk zijn voor contractuele personeelsleden, zodat het ontwerp werknemers betreft op wie zowel de wet van 3 juli 1978 als die gemeenschappelijke algemene regels van toepassing zijn.

Een zodanige situatie levert op zich geen bezwaren op, mits het ontwerp niet afwijkt van de dwingende voorschriften vastgesteld bij de wet van 3 juli 1978.

In een aantal gevallen moet het ontwerp worden gelezen in samenhang met deze wet van 3 juli 1978. De steller van het ontwerp wordt inzonderheid gewezen op de nadere regels inzake ontslag, die niet bestaanbaar lijken met inzonderheid de korte termijn waarin wordt besloten tot ontslag om dwingende redenen. Voor het overige wordt *mutatis mutandis* verwezen naar advies 40.256/4, op 8 mei 2006 verstrekt omtrent het ontwerp dat geworden is het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006 ‘tot regeling van de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, waardoor de steller van het ontwerp zich kennelijk heeft laten inspireren.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Voordragende minister

De besluiten van de regering moeten worden voorgedragen door alle ministers bevoegd voor de aangelegenheden die bij het besluit worden geregeld.

¹ Deze bepaling moet aldus worden begrepen dat daaronder ook de gemeenschappen en de gewesten bedoeld worden.

Aangezien het ontwerp nieuwe regels vaststelt inzake het ambtenarenzaken, moet het ontwerpbesluit ook worden voorgedragen door de minister bevoegd voor het Ambtenarenzaken.

AANHEF

1. In de aanhef van een besluit hoeven, benevens de voorafgaande vormvereisten, alleen de teksten te worden vermeld die de rechtsgrond ervan vormen, alsmede de teksten die bij het besluit worden gewijzigd of opgeheven.²

1.1. Het ontwerp ontleent naar luid van de aanhef ervan zijn rechtsgrond aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’.

Het Parkeeragentschap wordt niet vermeld in artikel 1 van deze wet, dat de instellingen opsomt waarop de wet van toepassing is. Een bepaling van deze wet kan dus niet dienen als rechtsgrond voor het ontwerp.

De rechtsgrond van het ontwerp is artikel 28 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’, dat de regering machtigt om het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Parkeeragentschap vast te stellen.

1.2. Er is geen grond om het ontwerpbesluit te citeren dat het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Parkeeragentschap regelt. Deze tekst, die in de hiërarchie van de normen van dezelfde rang is, kan aan het ontwerp geen rechtsgrond verlenen en wordt niet gewijzigd of opgeheven bij het ontwerp.

2. De aanhef moet worden aangevuld met leden waarin vermeld wordt dat voldaan is aan de nog te vervullen voorafgaande vormvereisten.³

3. Het advies van de Raad van State moet als volgt worden vermeld:

“Gelet op advies 51.254/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 17, 19 en 22 tot 30.

³ *Ibid.*, aanbevelingen 31 tot 35.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2, § 1, 3°, APKB bepaalt dat “de lijst” van de bijkomende of specifieke opdrachten moet worden opgemaakt, wat de steller van het verzuimd heeft. Het ontwerp moet met een zodanige lijst worden aangevuld.

Artikel 6

Het besluit waarnaar verwezen wordt in de bepaling onder 2°, moet correct worden vermeld, met opgaaf van het opschrift en de datum.

Derhalve moeten de woorden “van het administratief en geldelijk statuut” vervangen worden door de woorden “van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van (...) houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling”.

Aan het slot van de bepaling onder 2° schrijve men: “hierna statuut genoemd” in plaats van “hierna afgekort tot statuut”.

Voorts hoeft in het vervolg van het ontwerp het besluit niet langer te worden vermeld met opgaaf van het volledige opschrift ervan, maar is het voldoende te verwijzen naar het “statuut”.

Artikel 12

Teneinde de gelijke toegang tot de overheidsbetrekkingen te garanderen, moeten de regels van openbaarmaking worden vastgesteld die moeten worden gevolgd met het oog op een oproep tot de kandidaten in het kader van indienstneming bij arbeidsovereenkomst, alsmede de criteria die in aanmerking moeten worden genomen met het oog op de preselectie en de selectie van de kandidaten. Het ontwerp moet in die zin worden aangevuld, inzonderheid om het objectieve verloop van de wervingsprocedure te bevorderen.

Artikel 22

Het laatste lid van artikel 22 luidt als volgt:

“Bovendien ontvangt het contractueel personeel de normale bezoldiging overeenkomend met de carensdag, zoals bedoeld, naargelang het geval, in artikel 52, § 1 tweede lid of in artikel 71 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.”

Het bepaalde in dit lid ressorteert onder het arbeidsrecht; krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' is voor deze aangelegenheid echter alleen de federale wetgever bevoegd.

Dit lid dient bijgevolg te vervallen.

Artikelen 28 en 31

Met betrekking tot aangetekende verzendingen wordt verwezen naar algemene opmerking 4, gemaakt in advies 51.255/4, heden verstrekt omtrent een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap'.

Artikel 33

In zoverre het ontwerp bepaalt dat bij een herstructurering van diensten die het ontslag van contractuele personeelsleden tot gevolg kan hebben, vooraf overleg met de representatieve vakorganisaties plaats dient te hebben, mengt het zich in de regelgeving met betrekking tot de vakbonden, een aangelegenheid waarvoor krachtens artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', dat op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is verklaard bij artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen', uitsluitend de federale overheid bevoegd is.

Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 36

Naar het voorbeeld van het bepaalde in de Nederlandse versie moet in de Franse versie verwezen worden naar artikel 21.

Artikel 37

Artikel 37 van het ontwerp preciseert niet de datum waarop het besluit in werking treedt.

Indien de steller van het ontwerp meent te moeten afwijken van de gangbare termijnen van inwerkingtreding van de besluiten, die bedoeld zijn om elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels, moet hij kunnen uitleggen om

welke specifieke reden een zodanige afwijking verantwoord is indien die termijnen worden ingekort.

Indien het de bedoeling is terugwerkende kracht te verlenen aan de ontwerptekst, in welk geval de woorden “treedt in werking op” vervangen moeten worden door de woorden “heeft uitwerking op”, wordt eraan herinnerd dat het verlenen van retroactiviteit aan een besluit slechts onder bepaalde voorwaarden toelaatbaar kan worden geacht. Dat is het geval indien voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties worden aangetast. Dit lijkt niet in overeenstemming te zijn met de strekking van het ontwerp, te weten de vaststelling van het eerste administratief en geldelijk statuut van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

In te voegen artikel

De uitvoeringsbepaling ontbreekt.⁴

SLOTOPMERKING

Aangezien het ontwerp geen titel I bevat, dient het opschrift van titel II te vervallen. Bovendien is het ontwerp dermate bondig dat een indeling van de artikelen in titels onnodig is⁵; derhalve volstaat een indeling in hoofdstukken en afdelingen.

De hoofdstukken moeten in Arabische cijfers worden genummerd.⁶

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 162 tot 168.

⁵ *Ibid.*, aanbevelingen 3.1, d), en 61 tot 65.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 64.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY